



« Il faut un État israélien LAÏC ET DÉMOCRATIQUE POUR TOUT LE MONDE »

L'écrivaine israélienne Ofra Yeshua-Lyth publie « Pourquoi un État juif n'est pas une bonne idée », aux éditions Scribest. Elle y remet en question le fondement religieux d'Israël et prône un État laïc et démocratique, avec un droit de retour pour les Palestiniens et leurs descendants. Rencontre.

En Israël, la présence du religieux se manifeste comment au quotidien ? Il est présent partout : pour se marier ou pour divorcer, dans l'armée,

dans l'alimentation, dans le fait que l'État subventionne les études religieuses et pas les autres. Pendant le Shabbat, les transports publics ne fonctionnent pas. Les citoyens laïcs sont discriminés finalement. J'ai pris conscience de ça lorsque, après plusieurs années comme correspondante aux États-Unis et en Allemagne, je suis rentrée en Israël dans les années 90 avec un bébé et un mari non juifs. Ce n'était pas un Palestinien, pourtant, mais un Européen. Malgré tout il y a cette attitude discriminatoire qui vient de la religion. Les gens, même les laïcs, ne comprennent pas que l'on s'unisse à ceux qui ne partagent pas notre destin d'Élu du peuple juif persécuté.

Est-ce que ceux, comme vous, qui prônent un État laïc sont entendus ?

La majorité des Israéliens n'arrivent pas à dire qu'ils ne veulent pas d'un État juif. Pourtant il faut faire sortir toute loi religieuse du curriculum de l'État. Sans ça il n'y a pas de solutions. On ne peut pas

avoir un État qui discrimine par rapport à une religion ou une ethnie. Je ne dis pas que ce sera accepté demain mais il faut quand même que quelqu'un en parle. Je ne suis pas une politicienne, je suis un écrivain, je peux écrire et je peux penser. On ne doit pas réfléchir à une binationalité mais à un État démocratique et laïc pour tout le monde. On ne peut pas avoir un gouvernement comme au Liban car si on commence à donner des droits spécifiques aux communautés c'est le chaos. En Israël il est permis de critiquer le gouvernement, l'armée ou l'occupation. Mais dès que l'on remet en question l'État juif c'est-à-dire un État donnant un statut particulier à une ethnie religieuse, ce n'est pas accepté. Lorsque mon livre est sorti en Israël il a été totalement ignoré et marginalisé.

Vous avez intenté un procès au gouvernement pour que la nationalité israélienne remplace la nationalité juive. Pourquoi ?

En Israël il y a la nationalité juive et 130 autres nationalités qui ont toutes des statuts différents. Un juif peut obtenir la nationalité par la loi du retour, comme moi ou mes parents nés en Palestine mandataire dans les années 20. Il y a aussi la citoyenneté en droit de résidence. Les Arabes palestiniens qui n'ont pas été expulsés en 1948 ont ce statut : ils peuvent voter à la Knesset mais sont privés de nombreux droits. Par exemple, s'ils quittent le pays trop longtemps, ils perdent leur citoyenneté et ne peuvent plus rentrer. Alors que le juif qui part pendant 20 ans peut toujours revenir. Un juif peut acheter des terres, un non juif ne peut pas, ce qui entraîne de grandes difficultés d'accès au logement. Les Bédouins par exemple risquent à tout moment de perdre leurs maisons. C'est l'histoire de la Nakba qui se poursuit. On pense qu'Israël est une démocratie comme toutes les autres mais cette « anomalie » ne choque personne ? Cette histoire de nationalité c'est la base de la discrimination. Un Arabe, un

chrétien ou un Druze n'ont pas les mêmes droits qu'un juif parce que la nationalité israélienne n'existe pas. [Après 16 ans de débat, la Cour suprême a rejeté l'idée d'une nationalité israélienne. Ndlr].

Vous militez pour le droit au retour des Palestiniens et de leurs descendants. Comment l'envisagez-vous ?

Déjà il faut leur donner ce droit et ce sera à eux de décider où ils veulent vivre. En Israël on dit que tous les juifs du monde, soit 15 millions de personnes, ont le droit de retour. Comment explique-t-on que les Palestiniens n'aient pas ce droit ? C'est une question politique qui doit être résolue. Mais aujourd'hui c'est un sujet éludé.

Qu'en est-il concrètement de la discrimination envers les juifs orientaux ?

Je raconte mon histoire. Mes opinions viennent de là : mes livres ne sont pas qu'un travail théorique. Ma famille maternelle est d'Europe de l'Est, d'Odessa. Ma famille paternelle sont des juifs du Yémen. J'ai pu voir de très près la discrimination des juifs arabes en Israël. Ils ont toujours été encouragés à venir, pour remplacer les indigènes arabes qui étaient expulsés. La religion juive pousse aux études et à réussir, mais parce qu'ils étaient arabes eux étaient là pour remplacer les classes ouvrières dont on manquait. Ils ont toujours eu du mal à parler de ça. Et la solution qu'ils ont choisie, malheureusement, c'est d'être



plus juif que juif. Les juifs au début de l'État d'Israël se considéraient comme laïcs. Eux se sont enfoncés dans la tradition et ont fortifié les tendances nationalistes et ethnocentristes que les laïcs avaient déjà.

Vous avez vécu à l'étranger pendant des années. Pourquoi avoir choisi de retourner en Israël ?

Les Israéliens me posent souvent la question : « Tu n'aimes pas ce gouvernement, pourquoi tu ne vas pas ailleurs ? » Je leur réponds qu'ils ont expulsé assez de personnes jusqu'ici. Moi je reste !



Propos recueillis par Samantha Rouchard